

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 décembre 2021

INTERDICTION DU GLYPHOSATE - (N° 4745)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CE1

présenté par

M. Moreau, Mme Bessot Ballot, M. Damien Adam, M. Besson-Moreau, Mme Blanc, M. Bothorel, Mme Pascale Boyer, Mme Brunet, M. Cazenove, M. Cellier, M. Daniel, Mme de Lavergne, Mme Degois, M. Démoulin, M. Descrozaille, Mme Do, Mme Dubos, Mme Gayte, Mme Hennion, M. Kasbarian, Mme Le Meur, M. Lescure, M. Lioger, M. Mahjoubi, Mme Jacqueline Maquet, Mme Melchior, M. Nogal, Mme Petel, M. Sempastous, M. Sommer, Mme Tiegna, M. Travert, M. Venteau, Mme Vignon, M. Castaner et les membres du groupe La République en Marche

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement des députés LaREM vise à supprimer cet article, qui a pour objectif d'interdire l'utilisation de produits contenant du glyphosate sur le territoire français. En effet, l'interdiction des produits contenant du glyphosate sans solutions ni alternatives aurait des effets désastreux sur notre agriculture, en engendrant des surcoûts importants pour nos agriculteurs et en fragilisant de nombreuses filières. Dans le cadre du plan de sortie du glyphosate engagé par notre majorité, l'Anses a lancé une évaluation des alternatives non chimiques au glyphosate qui a conduit à l'interdiction de l'utilisation de ce produit dans les situations où il peut être substitué par une solution non chimique d'usage courant.

Dans ce contexte, les députés LaREM considèrent que l'interdiction générale et indifférenciée des produits contenant du glyphosate relève davantage du totem que d'une volonté de transition de notre agriculture, et n'est qu'un prétexte pour s'opposer à notre modèle agro-alimentaire, jugé « mortifère », alors même qu'il permet de nourrir des milliers de nos concitoyens. Loin des postures, notre majorité défend la vision d'une agriculture pragmatique engagée dans la transition environnementale et la baisse durable de l'utilisation des produits phytosanitaires par la mise en œuvre de solutions concrètes et l'accompagnement de nos agriculteurs.